



# MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

---

### MAÎTRISE D'ŒUVRE

## REAMENAGEMENT DU « CAMPUS BY CCI DEUX-SEVRES » POUR LE REGROUPEMENT DE TOUS LES SERVICES DE LA CCI DEUX-SEVRES

**2 Rue E. PEROCHON – 79000 NIORT**

---

CCI Deux-Sèvres  
20 Avenue Léo Lagrange – CS 58514  
79025 NIORT Cedex

---

Cadre réservé à l'acheteur :  
Référence Marché : AO-2501  
Mode de passation : Appel d'Offres Ouvert

Indice	Date	Observation / Mise à jour
1.0	29/11/2024	Proposition de pièce pour échange
2.0	18/12/2024	MAJ suite échange du 05/12/2024 (cpis ajout clauses environnementales)
2.1	15/01/2025	Corrections mineures

## SOMMAIRE

<b>LEGISLATION APPLICABLE.....</b>	<b>5</b>
<b>I. Objet du marché.....</b>	<b>5</b>
<b>II. Obligations générales des Parties – Ordre de service .....</b>	<b>5</b>
<b>III. Délai d'exécution .....</b>	<b>5</b>
<b>IV. Documents contractuels.....</b>	<b>8</b>
<b>V. Le Maître d'Ouvrage et les autres intervenants .....</b>	<b>8</b>
V.1 Le maître de l'ouvrage .....	8
V.2 Les autres intervenants.....	8
<b>VI. Missions confiées au maître d'œuvre.....</b>	<b>9</b>
VI.1 Mission de base .....	9
VI.2 Missions complémentaires .....	9
<b>VII. Modalités de fixation des prix .....</b>	<b>9</b>
<b>VIII. Rémunération du maître d'œuvre .....</b>	<b>10</b>
VIII.1 Le forfait provisoire .....	10
VIII.2 Passage au forfait définitif de rémunération.....	10
<b>IX. Exécution de la mission jusqu'à la passation des marches de travaux.....</b>	<b>10</b>
IX.1 Coût prévisionnel des travaux.....	10
IX.2 Evolution du coût prévisionnel des travaux en cours d'étude .....	11
IX.3 Notion d'engagement.....	11
IX.4 Coût de référence des travaux .....	11
<b>X. Exécution de la mission à compter de la passation des marchés de travaux.....</b>	<b>12</b>
X.1 Maîtrise du coût des travaux.....	12
X.2 Ordres de service du maître d'œuvre .....	12
X.3 Visa des études effectuées par les entreprises .....	13
X.4 Vérification des décomptes mensuels des entreprises et calcul des acomptes .....	13
X.5 Vérification du projet de décompte final des entreprises par le maître d'œuvre et établissement du décompte général .....	13
X.6 Instruction des mémoires en réclamation .....	14
<b>XI. Variation des prix .....</b>	<b>14</b>
XI.1 Précision sur les prix provisoires.....	14
XI.2 Révision .....	14
<b>XII. Modalités de règlement des comptes.....</b>	<b>15</b>
XII.1 Avances .....	15
XII.2 Projets de décomptes périodiques et décomptes périodiques.....	15

XII.3 Règlement.....	15
XII.4 Echancier des règlements .....	15
<b>XIII. Garanties .....</b>	<b>16</b>
<b>XIV. Sous-Traitance .....</b>	<b>16</b>
XIV.1 Présentation d'un sous-traitant.....	16
XIV.2 Paiement direct des sous-traitants .....	17
<b>XV. Groupement d'opérateurs économiques .....</b>	<b>18</b>
<b>XVI. Représentation du pouvoir adjudicateur .....</b>	<b>18</b>
<b>XVII. Assurances.....</b>	<b>18</b>
<b>XVIII. Décomptes.....</b>	<b>18</b>
XVIII.1 Projet de décompte final et décompte final.....	18
XVIII.2 Décompte général.....	18
XVIII.3 Achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre.....	19
<b>XIX. Délai de paiement.....</b>	<b>19</b>
<b>XX. Facturation.....</b>	<b>19</b>
<b>XXI. Pénalités et primes.....</b>	<b>20</b>
<b>XXII. Dépassement du seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux .....</b>	<b>21</b>
<b>XXIII. Communication .....</b>	<b>21</b>
XXIII.1 Transmission des informations .....	21
XXIII.2 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.....	21
XXIII.3 Ordres de services .....	21
<b>XXIV. Exécution des prestations .....</b>	<b>21</b>
<b>XXV. Clauses environnementales .....</b>	<b>22</b>
XXV.1 Réduction des prélèvements des ressources .....	22
XXV.2 Composition des produits.....	22
XXV.3 Actions en faveur du réemploi, de la réutilisation et du recyclage.....	22
XXV.4 Economie d'énergie et développement des énergies renouvelables .....	23
XXV.5 Prévention de la production des déchets et valorisation des déchets.....	23
XXV.6 Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la qualité de l'air .....	24
XXV.7 Réduction des impacts sur la biodiversité .....	24
XXV.8 Sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales .....	24
XXV.9 Ecolabel(s) .....	24
XXV.10 Eléments de traçabilité .....	25
<b>XXVI. Régime des droits de propriété intellectuelle .....</b>	<b>25</b>
<b>XXVII. Modifications.....</b>	<b>25</b>
<b>XXVIII. Réception .....</b>	<b>25</b>

<b>XXIX. Litiges et différends.....</b>	<b>26</b>
<b>XXX. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire .....</b>	<b>26</b>
<b>XXXI. Résiliation pour motif d'intérêt général.....</b>	<b>26</b>
<b>XXXII. Résiliation pour faute du titulaire.....</b>	<b>26</b>
<b>XXXIII. Protection des données personnelles.....</b>	<b>27</b>
XXXIII.1 Obligations générales.....	27
XXXIII.2 Sous-traitance .....	27
XXXIII.3 Droit d'information des personnes concernées :.....	27
XXXIII.4 Exercice des droits des personnes :.....	27
XXXIII.5 Notification des violations de données à caractère personnel.....	28
XXXIII.6 Assistance du titulaire dans le cadre du respect par le pouvoir adjudicateur de ses obligations .....	28
XXXIII.7 Mesures de sécurité .....	28
XXXIII.8 Registre des catégories d'activités de traitement .....	28
XXXIII.9 Sort des données .....	28
<b>XXXIV. Dérogations au CCAG MOE .....</b>	<b>28</b>

## LEGISLATION APPLICABLE

Ce marché est conclu en application

- ✓ Du Code de la Commande Publique
- ✓ Et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Maîtrise d'Œuvre, dans sa version modifiée par l'Arrêté du 29 décembre 2022

*ci-après dénommé « CCAG MOE »*

Le présent marché est encadré par les dispositions du Code de la Commande Publique relatives aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

## I. OBJET DU MARCHE

Objet des services :

Maîtrise d'œuvre pour le  
Réaménagement du « Campus by CCI Deux-Sèvres » pour le regroupement de tous les services de la CCI Deux-Sèvres

Lieu de prestation du service :

2 Rue Ernest PEROCHON  
79000 NIORT

Les missions confiées au titulaire sont décrites au sein du présent document.

Les parties au présent marché sont les suivantes :

- ✓ Le maître d'ouvrage est la personne publique désignée au sein de l'acte d'engagement.
- ✓ Le maître d'œuvre est le titulaire du marché désigné au sein de l'acte d'engagement.

En application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.

## II. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES – ORDRE DE SERVICE

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes ; de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire. Ces dispositions s'appliquent quel que soit le délai dans lequel le démarrage des prestations est ordonné, par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG MOE.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours conformément à l'article 3.8.2 du CCAG MOE.

## III. DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution du marché commence à courir à partir de la date de commencement qui sera définie par ordre de service.

Les délais d'exécution de chaque élément de mission sont fixés comme suit :

Elément de mission	Délai d'exécution	Délais approbation par le Maître d'Ouvrage
<b>Mission de base</b>		
ESQ / DIAG / APS (1 phase) <i>Diagnostic &amp; Etudes d'Esquisse</i> <i>Etudes d'Avant-Projet Sommaire</i>	6 semaines à compter du démarrage de la mission	2 semaines
APD <i>Etudes d'Avant-Projet Définitif</i>	8 semaines à compter de l'approbation de la phase précédente	3 semaines
Constitution du / des dossier(s) d'autorisation administrative	2 semaines à compter de la remise de l'APD	1 semaine
PRO <i>Etudes de Projet</i>	7 semaines à compter de l'approbation de la phase précédente (APD)	2 semaines
ACT <i>Assistance pour la passation des marchés de Travaux</i>	Remise du DCE : 3 semaines à compter de l'approbation du PRO  Remise du rapport d'analyse initiale : 2 semaines à compter de la date limite de réception des offres  Remise du rapport d'analyse définitif : 1 semaine après négociation	
VISA <i>Visa des Etudes d'Exécution et de Synthèse</i>	Conformité et visa d'exécution au projet : 7 jours calendaires après remise de l'étude	
DET <i>Direction de l'Exécution des marchés de Travaux</i>	Selon la durée d'exécution des travaux	
AOR <i>Assistance aux Opérations de Réception</i>	Remise des DOE : 4 semaines à compter de la réception des travaux	4 semaines
<b>Missions complémentaires</b>		
EXE <i>Etudes d'exécution et de synthèse</i>	En phase conception : Selon délai de remise du DCE  En phase réalisation : Selon la durée d'exécution des travaux	
OPC <i>Ordonnancement, Pilotage, Coordination</i>	Selon la durée d'exécution des travaux	
SSI <i>Coordination Système de Sécurité Incendie</i>	En phase conception : Selon délai compatible avec la réalisation des éléments de mission de base correspondants  En phase réalisation : Selon la durée d'exécution des travaux	En phase conception : Selon délai d'approbation des éléments de mission de base correspondants
Energie	En phase conception : Selon durée d'exécution de l'élément de mission considéré	En phase conception : Selon délai d'approbation des éléments de mission de base

	En phase réalisation : Selon la durée de l'exécution des travaux A l'issue de la réalisation des travaux : Selon le délai de remise des DOE	correspondants
Acoustique	En phase conception : Selon délai compatible avec la réalisation des éléments de mission de base correspondants En phase réalisation : Selon la durée d'exécution des travaux	En phase conception : Selon délai d'approbation des éléments de mission de base correspondants

A l'issue des opérations de vérifications, le maître d'ouvrage, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le maître d'œuvre à présenter à nouveau au maître d'ouvrage, les prestations mises au point, dans un délai précisé dans la décision d'ajournement communiquée au maître d'œuvre, par dérogation à l'article 21.2.1 du CCAG MOE.

Le nombre d'exemplaires attendu par élément est le suivant :

Elément de mission	Document(s) attendu(s), nombre d'exemplaires et support(s)
<b>Mission de base</b>	
ESQ / DIAG APS APD PRO	Pour chaque document : 1 exemplaire en support papier 1 exemplaire en support numérique
ACT	Documents composant le DCE : 1 exemplaire en support papier 1 exemplaire en support numérique modifiable  Rapports d'analyse des offres : Exemplaires papier : selon indications du maître d'ouvrage avant Commission 1 exemplaire en support numérique modifiable
VISA	Pour chaque document : 1 exemplaire en support numérique
DET	Pour chaque document : 1 exemplaire en support numérique
AOR	Pour chaque document : <u>Et notamment les DOE</u> 1 exemplaire en support papier 1 exemplaire en support numérique
<b>Missions complémentaires</b>	
EXE OPC SSI ENERGIE ACOUSTIQUE	Pour chaque document : 1 exemplaire en support papier 1 exemplaire en support numérique

## IV. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- ✓ L'acte d'engagement et l'annexe relative à la décomposition et la répartition des honoraires et les éventuelles autres annexes
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) - Maîtrise d'œuvre (\*)
- ✓ Le programme
- ✓ Le mémoire technique remis par le titulaire dans le cadre de son offre
- ✓ DC4 – Déclaration de sous-traitance

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'Economie.

Seuls les exemplaires conservés dans les archives du maître d'ouvrage font foi.

## V. LE MAITRE D'OUVRAGE ET LES AUTRES INTERVENANTS

### V.1 Le maître de l'ouvrage

Chambre de Commerce et d'Industrie des Deux-Sèvres 20 Avenue Léo Lagrange – CS 58514 79025 NIORT Cedex
--

Avant le début des études, le maître d'ouvrage fournit au maître d'œuvre les documents indiqués dans le CCTP.

En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

### V.2 Les autres intervenants

Le cas échéant, le maître de l'ouvrage fournit au maître d'œuvre la liste des intervenants et leurs missions respectives.

#### V.2.a Contrôleur technique :

Non désigné à ce jour
-----------------------

Eléments de mission confiés :

Sera précisé ultérieurement
-----------------------------

Le maître d'œuvre devra tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du bureau de contrôle technique que le maître d'ouvrage lui aura notifié, ceci afin d'obtenir un accord sans réserve dudit bureau de contrôle technique aux stades des études et de la réalisation des travaux.

Le maître d'œuvre veillera à associer, tant au stade des études qu'au stade des travaux, le bureau de contrôle technique.

#### V.2.b Coordonnateur SPS : Niveau 2

Non désigné à ce jour
-----------------------



Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de « sécurité et de protection de la santé » retenu par le maître de l'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieurs à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

## VI. MISSIONS CONFIEES AU MAITRE D'ŒUVRE

Les missions confiées au maître d'œuvre sont celles indiquées ci-après.

Le contenu détaillé de chacune des missions confiées au maître d'œuvre figure dans le CCTP et au sein des documents de la consultation (notamment le Programme).

### VI.1 Mission de base

- ✓ Diagnostic & Etudes d'Esquisse
- ✓ Études d'Avant-Projet Sommaire
- ✓ Constitution du/des dossier(s) d'autorisation administrative
- ✓ Études d'Avant-Projet Définitif
- ✓ Études de Projet
- ✓ Assistance pour la passation des marchés de Travaux
- ✓ Examen de conformité du projet / Visa des études d'exécution et de synthèse lorsqu'elles sont réalisées intégralement ou partiellement par les entreprises
- ✓ Direction de l'Exécution du ou des marchés de Travaux
- ✓ Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des Opérations de Réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

### VI.2 Missions complémentaires

- ✓ OPC : Ordonnancement, Pilotage, Coordination
- ✓ EXE : Etudes d'Exécution et de Synthèse
  - EXE1 : Devis quantitatif détaillé par lots ou corps d'état
  - EXE2 :
    - Etablissement des plans d'exécution et spécification à usage du chantier pour l'ensemble des lots / Hors Plans d'Atelier et de Chantier
    - Etudes de synthèse
    - Actualisation du calendrier prévisionnel d'exécution
- ✓ SSI
- ✓ Energie
- ✓ Acoustique

## VII. MODALITES DE FIXATION DES PRIX

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

## VIII. REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'ouvrage attache une grande importance à ce que les coûts des travaux et prestations, à chaque stade d'avancement de l'opération, soient le plus proche possible de l'enveloppe prévisionnelle fixée dans l'acte d'engagement.

La rémunération du maître d'œuvre est forfaitaire et provisoire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et le CCTP du marché.

Le forfait de rémunération du maître d'œuvre s'entend comme l'unique rémunération des missions qui lui sont confiées. Ce forfait est réputé prendre en compte toutes les missions comprises pour la bonne réalisation de l'ouvrage.

### VIII.1 Le forfait provisoire

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est conclu à prix forfaitaire provisoire dans les conditions précisées ci-dessus conformément à l'article R.2112-18 du Code de la Commande Publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché :

- ✓ Éléments de missions retenus selon le présent CCAP
- ✓ Contenu de la mission fixée par le CCTP
- ✓ Programme
- ✓ Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux par le maître d'ouvrage
- ✓ Éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles
- ✓ Délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage
- ✓ Mode de dévolution des marchés travaux.

### VIII.2 Passage au forfait définitif de rémunération

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage des études d'avant-projet définitif et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

Le forfait définitif fait l'objet d'une négociation entre les parties. L'augmentation du forfait de rémunération ne peut résulter que d'un accroissement des frais réels susceptibles d'être supportés par le maître d'œuvre.

## IX. EXECUTION DE LA MISSION JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

### IX.1 Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux correspond à la somme des montants de travaux nécessaires pour effectuer la bonne réalisation de l'ouvrage sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission, à l'exclusion :

- ✓ Du forfait de rémunération
- ✓ Des dépenses de libération d'emprise
- ✓ Des frais éventuels de contrôle technique, géomètre, sondages, coordonnateur de chantier en matière d'hygiène et de sécurité, coordonnateur des systèmes de sécurité incendie

- ✓ De la prime éventuelle de l'assurance « dommages ouvrages »
- ✓ De tous les frais financiers.

Le maître de l'ouvrage fixe une enveloppe financière qui sera affectée aux travaux, son montant est indiqué au sein de l'acte d'engagement. Celle-ci comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme. Lorsque le maître d'œuvre calcule le coût prévisionnel des travaux il prend en compte l'enveloppe financière annoncée par le maître d'ouvrage.

## IX.2 Evolution du coût prévisionnel des travaux en cours d'étude

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des études d'avant-projet (APD) est supérieur à la partie de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage, affectée d'un taux de tolérance défini ci-dessous, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe. Cette reprise d'étude sera la règle à chaque fois que le projet conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance.

Le taux de tolérance est de 3,00 %.

Le calcul du seuil de tolérance est le suivant : coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance).

## IX.3 Notion d'engagement

À l'issue des études d'avant-projet définitif, le maître d'œuvre s'engage sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

## IX.4 Coût de référence des travaux

Le coût de référence des travaux est obtenu par le maître d'œuvre, en multipliant, le montant des offres considérées comme les plus économiquement avantageuses par le maître de l'ouvrage suite à la consultation des entreprises, par un coefficient de réajustement.

Ce coefficient de réajustement est égal au rapport du mois M0 des études du maître d'œuvre et du mois M0 des offres travaux. Ce coefficient de réajustement est arrondi au millième supérieur.

L'engagement du maître d'œuvre de respecter le montant de l'enveloppe financière s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

En cas de non-respect de cet engagement le maître de l'ouvrage est libre :

- ✓ D'accepter l'offre ou les offres des entreprises
- OU
- ✓ De demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût. En application de l'article R. 2432-3 du Code de la Commande Publique, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

En cas de reprise des études, le maître d'œuvre adresse les études reprises au maître de l'ouvrage dans un délai de 20 jours suivant la demande de reprise.

Après acceptation par le maître de l'ouvrage des études reprises, le maître d'œuvre établit un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de la notification de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage d'engager une nouvelle procédure ou de poursuivre la procédure existante selon le cas.

## X. EXECUTION DE LA MISSION A COMPTER DE LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

### X.1 Maîtrise du coût des travaux

#### X.1.a Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage et sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission.

À cet égard, le maître d'œuvre est réputé avoir prévu dans le dossier de consultation des entreprises tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le coût de réalisation. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 du ou des marchés de travaux.

#### X.1.b Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés et modifications intervenues pour la réalisation de l'ouvrage et hors revalorisations de prix.

#### X.1.c Dépassement du seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

En cas de dépassement du seuil de tolérance le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer la pénalité prévue à cet effet au présent document, selon les modalités décrites à l'article 22 du présent CCAP

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 3,00 %.

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

### X.2 Ordres de service du maître d'œuvre

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages.

Le maître d'œuvre est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut procéder à une modification de la nature ou des conditions d'exécution des travaux sans accord préalable du maître de l'ouvrage.

Dans le cadre du contrôle général qu'il exerce, le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs.

À chaque émission d'un ordre de service destiné aux entreprises, le maître d'œuvre adresse une copie au maître d'ouvrage.

Pour rappel, chaque ordre de service doit être écrit, signé, daté et numéroté.

Avant toute émission d'ordre de service relevant des éléments suivants, le maître de l'ouvrage doit être averti afin, soit de contresigner l'ordre, soit d'émettre une décision écrite préalable autorisant le maître d'œuvre à émettre l'ordre de service :

- ✓ Démarrage des travaux
- ✓ Modification du programme initial entraînant une modification de projet
- ✓ Notification de la date de commencement des travaux
- ✓ Passage à l'exécution d'une tranche optionnelle
- ✓ Notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
- ✓ Interruption ou ajournement des travaux
- ✓ Modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage

- ✓ Toute décision susceptible de modifier les marchés de travaux.

Lorsque l'entrepreneur estime que la prescription d'un ordre de service appelle des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître d'œuvre dans un délai de quinze jours à compter de leur réception.

En cas d'entrepreneurs groupés, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seule qualité pour présenter des réserves.

### **X.3 Visa des études effectuées par les entreprises**

Le visa du maître d'œuvre est requis dans le cas d'études d'exécution des ouvrages établies par les entreprises.

Le maître d'œuvre fait parvenir aux entreprises ses observations éventuelles dans le délai précisé à l'article III du présent CCAP.

Le visa du maître d'œuvre ne vaut pas avis du contrôleur technique.

### **X.4 Vérification des décomptes mensuels des entreprises et calcul des acomptes**

Conformément à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux (ci-après dénommé CCAG Travaux), le maître d'œuvre doit recevoir et vérifier les projets de décomptes mensuels établis par les entreprises. Le maître d'œuvre accepte ou rectifie ces projets. Ceux-ci, une fois acceptés ou rectifiés, deviennent alors les décomptes mensuels.

Le maître d'œuvre doit, à partir des décomptes mensuels, déterminer le montant de l'acompte mensuel et dresse l'état d'acompte mensuel lequel fait ressortir :

- ✓ Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent
- ✓ Le montant de la TVA
- ✓ Le montant des pénalités, le cas échéant
- ✓ L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix  
Les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte
- ✓ Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire
- ✓ Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire
- ✓ Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le maître d'œuvre notifie par ordre de service aux entreprises leur état d'acompte mensuel et propose au maître de l'ouvrage de régler les sommes qu'il admet.

Cette notification doit intervenir dans les sept jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.

En application de l'article 5 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le maître d'œuvre doit faire figurer dans l'état qu'il transmet au maître de l'ouvrage en vue du paiement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise. Cette date est le point de démarrage du délai global de paiement.

### **X.5 Vérification du projet de décompte final des entreprises par le maître d'œuvre et établissement du décompte général**

Conformément à l'article 12.3.3 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes finaux établis par les entreprises. Les projets acceptés ou rectifiés deviennent alors les décomptes finaux.

Le maître d'œuvre est également en charge de l'établissement du projet de décompte général, conformément aux dispositions prévues par l'article 12.4 du CCAG Travaux.

Le projet de décompte général établi par le maître d'œuvre comprend :

- ✓ Le décompte final
- ✓ L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies pour les acomptes mensuels
- ✓ La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au représentant du maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours permettant au maître d'ouvrage de respecter ses obligations relatives aux délais de paiement.

En application de l'article 5 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le maître d'œuvre doit faire figurer dans l'état qu'il transmet au maître de l'ouvrage en vue du paiement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise. Cette date est le point de démarrage du délai global de paiement.

## X.6 Instruction des mémoires en réclamation

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 7 jours pour effectuer l'instruction des mémoires en réclamation adressés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final par les titulaires des marchés de travaux.

# XI. VARIATION DES PRIX

## XI.1 Précision sur les prix provisoires

Le marché est conclu à prix provisoires jusqu'à la fixation du forfait définitif de rémunération, conformément à l'article R.2112-18 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est conclu à prix forfaitaire provisoire pour l'exécution des prestations de la mission de base, décrites par le CCAP et le CCTP du marché.

Les missions complémentaires sont à prix forfaitaires définitifs.

## XI.2 Révision

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres (dit « M0 ») tel que précisé à l'acte d'engagement.

La révision des prix est applicable de la manière suivante :

$$C = \frac{I_m}{I_0}$$

Dans laquelle :

$I_m$  : valeur connue de l'index à la date de réalisation des prestations, ou en cas de retard, à la date contractuelle d'exécution.

$I_0$  : valeur de l'index au mois « M0 ».

Les valeurs de référence de l'index ci-dessus, prises en compte pour la révision sont respectivement :

- ✓ Celle du mois d'exécution des prestations, appréciée dans les conditions fixées au CCAG MOE, moins 4 mois,
- ✓ Celle du mois de remise des offres, moins 4 mois.

L'index retenu en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations est ING (base 100 en janvier 2010), publié au Moniteur des travaux publics et du bâtiment

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

La formule de révision prendra en compte toute substitution d'indice effectuée par l'INSEE ou tout autre organisme de référence visé au présent CCAP pour la révision des prix, sans nécessité de formalisation de ces modifications par voie d'avenant au marché.

## XII. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### XII.1 Avances

L'option B du CCAG MOE est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5% du montant initial du marché.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Si le titulaire du marché est une TPE/PME le taux de l'avance sera de 10%.

### XII.2 Projets de décomptes périodiques et décomptes périodiques

Le maître d'œuvre doit faire parvenir au maître d'ouvrage soit en main propre contre récépissé soit par lettre recommandée avec avis de réception, son projet de décompte périodique. Ce projet de décompte est établi sur la base de l'état périodique fait par le maître d'œuvre qui regroupe les prestations effectuées depuis le début d'exécution du marché. L'état périodique est joint avec le projet de décompte périodique adressé au maître d'ouvrage.

Sur la base du projet de décompte le maître d'ouvrage établit le décompte périodique en incluant les pénalités éventuelles.

### XII.3 Règlement

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG MOE, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement, par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les acomptes sont versés dans les conditions définies aux articles L. 2191-1, L. 2191-4, R. 2191-21 et R. 2191-22 du Code de la Commande Publique.

Le maître d'ouvrage calcule le montant de l'acompte périodique dû au maître d'œuvre.

L'acompte périodique fait ressortir le montant du décompte périodique, déduction faite du montant du décompte précédent, l'incidence de la TVA et l'incidence de la variation des prix.

Cet acompte est adressé au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre doit joindre au projet de décompte périodique adressé au maître de l'ouvrage une demande de paiement.

### XII.4 Echancier des règlements

L'exigibilité des acomptes s'effectue selon les modalités suivantes :

Les acomptes sont versés tous les trois mois, tous les mois si le titulaire la demande au fur et à mesure de l'avancement de la mission dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Les acomptes seront versés uniquement lorsque les dossiers remis seront complets.

Elément de mission	Echéancier
<b>Mission de base</b>	
Diagnostic & Etudes d'Esquisse	70% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage

Études d'Avant-Projet Sommaire	70% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage
Études d'Avant-Projet Définitif	70% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage 10% à l'obtention de l'autorisation administrative
Études de Projet	70% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage
Assistance pour la passation du ou des marchés de Travaux	50% à la remise du DCE 30% à la remise du rapport d'analyse des offres 20% après la mise au point des marchés de travaux
Examen de conformité du projet : Visa des études d'exécution et de synthèse lorsqu'elles sont réalisées intégralement par les entreprises	100% au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'Exécution du ou des marchés de Travaux	85% au prorata de l'avancement des travaux 15% à la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage du projet du décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement	30% au prorata des réceptions effectuées avec réserves 20% à la remise du dossier des ouvrages exécutés 30% à la levée des réserves 20% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement
<b>Missions complémentaires</b>	
Ordonnancement, pilotage et coordination	100% au prorata de l'avancement de la mission
Mission de coordination Système de Sécurité Incendie	100% au prorata de l'avancement de la mission
EXE1	100% à la remise du DCE
EXE2	100% au prorata de l'avancement de la mission
Energie	100% au prorata de l'avancement de la mission
Acoustique	100% au prorata de l'avancement de la mission

## XIII. GARANTIES

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## XIV. SOUS-TRAITANCE

### XIV.1 Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-13 et R. 2193-1 à R. 2193-16 du Code de la Commande Publique. La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, en cours d'exécution du marché, devra être remise en main propre contre récépissé ou être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au pouvoir adjudicateur.



Cette demande devra obligatoirement préciser :

- ✓ La nature des prestations sous-traitées
- ✓ Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- ✓ Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- ✓ Les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
- ✓ Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

Elle sera en outre accompagnée d'une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1er du titre IV du livre 1er Dispositions générales de la deuxième partie du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché devra établir qu'il n'a consenti aucune cession, ni aucun nantissement de créances résultant du marché de nature à faire obstacle au paiement direct du sous-traitant : il apportera cette preuve, soit par la production du certificat de cessibilité du marché qui lui aura été délivré, soit par la production d'une attestation ou d'une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances lorsque les dispositions chapitre 1er du titre IX de la 2ème partie du Code de la Commande Publique s'appliquent au contrat.

Si le montant des prestations sous-traitées lui semble anormalement bas, le pouvoir adjudicateur sollicitera la transmission des précisions et justifications nécessaires. Si les éléments fournis ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le caractère bas du montant sous-traité, la demande de sous-traitance sera rejetée.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire. Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige l'établissement d'un nouvel acte de sous-traitance, la modification du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

Si le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, postérieurement à la notification du marché, l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial, il demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché.

Le pouvoir adjudicateur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée ci-dessus ne lui a pas été remise.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

## **XIV.2 Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par le pouvoir adjudicateur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

A cette fin, le sous-traitant adressera ses demandes de paiement :

- ✓ Au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date
- ✓ Ainsi qu'au pouvoir adjudicateur

Cette demande de paiement comportera, outre copie des factures adressées au titulaire du marché, copie du récépissé ou de l'accusé de réception attestant que le titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la signature du récépissé ou de l'accusé de réception pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant, ainsi qu'au pouvoir adjudicateur.

S'il est établi, par la transmission au pouvoir adjudicateur de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur adressera sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant à l'appui de sa demande de paiement.

En cas d'accord du titulaire sur le montant de la demande de paiement formulée par le sous-traitant, ou en cas de silence gardé par le titulaire au terme du délai de 15 jours à compter de la date de signature du récépissé ou de l'accusé réception, ou en cas de silence gardé au terme d'un délai de 15 jours à compter de l'envoi au titulaire de la demande de paiement du sous-traitant, lorsque le titulaire refuse le pli ou ne le réclame pas, le pouvoir adjudicateur procédera au règlement de la facture du sous-traitant.

## XV. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

## XVI. REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du représentant du pouvoir adjudicateur :

Mme Christelle ABATUT, Présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Deux-Sèvres
--

## XVII. ASSURANCES

Le maître d'œuvre et, le cas échéant, les cotraitants, doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties, qu'ils sont titulaires :

- ✓ D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 1792-4-1 du Code Civil (assurance de responsabilité décennale) dans les limites de la mission qui leur est confiée.
- ✓ D'une assurance couvrant leur responsabilité en matière d'accidents de travail
- ✓ D'une assurance couvrant leur responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au pouvoir adjudicateur et aux tiers lors de l'exécution du marché

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui des offres, les attestations d'assurance doivent être adressées par les intéressés au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de bloquer le paiement des honoraires jusqu'à ce que le maître d'œuvre et, le cas échéant, les cotraitants délivrent cette pièce et sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires.

## XVIII. DECOMPTES

### XVIII.1 Projet de décompte final et décompte final

Après constatation de l'achèvement de chaque mission, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage, une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final est établi par le maître de l'ouvrage sur la base du projet de décompte final adressé par le maître d'œuvre. Il comprend le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final établi par le maître d'œuvre ainsi que la pénalité en cas de dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage et les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre.

### XVIII.2 Décompte général

Le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général, qui comprend :

- ✓ Le décompte final
- ✓ L'état du solde, qui équivaut au montant de la différence entre le décompte final et le dernier décompte périodique
- ✓ L'incidence de la TVA
- ✓ L'incidence de la variation des prix appliquée au solde
- ✓ L'état du solde à verser au maître d'œuvre
- ✓ La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation. Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif après acceptation écrite par le maître d'œuvre.

### **XVIII.3 Achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre**

La mission de maîtrise d'œuvre court jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

## **XIX. DELAI DE PAIEMENT**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R. 2192-12 à R. 2192-17 du Code de la Commande Publique.

Sur Chorus Pro, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

La date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation Chorus Pro.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **XX. FACTURATION**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du Code de la Commande Publique.

Depuis le 1er janvier 2020, tous les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D2192-2 du Code de la Commande Publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- ✓ La date d'émission de la facture
- ✓ La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- ✓ Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries

- ✓ En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture
- ✓ La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement
- ✓ La date d'exécution des services
- ✓ La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- ✓ Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- ✓ Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- ✓ L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- ✓ Le cas échéant, les modalités de règlement
- ✓ Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- ✓ Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de Commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## XXI. PENALITES ET PRIMES

Par dérogation aux dispositions de l'article 16.2 du CCAG MOE, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

- ✓ Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents :  
En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés dans le présent CCAP, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard, par dérogation à l'article 16.2 du CCAG MOE, est égal à 100 € /jour calendaire.
- ✓ Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final :  
Si le délai fixé à l'article 10 du présent CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixé, par dérogation à l'article 16.2 du CCAG MOE, à 100 € /jour calendaire.  
Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts et de forfaits moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts et des forfaits moratoires qui lui sont imputables.
- ✓ Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation :  
Le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé, par dérogation à l'article 16.2 du CCAG MOE, à 100 € / jour calendaire.

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG MOE, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités, quel qu'en soit le montant

## XXII. DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance, selon indications de l'article 10 du présent CCAP, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 15,00 %

## XXIII. COMMUNICATION

### XXIII.1 Transmission des informations

Le maître d'œuvre fournit au maître d'ouvrage tous les documents, courriers, informations ou pièces qu'il reçoit et qui sont susceptibles d'intéresser et/ou d'être utiles au maître de l'ouvrage.

### XXIII.2 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le maître d'ouvrage et le coordonnateur « sécurité et protection de la santé » doivent travailler conjointement à l'élaboration :

- ✓ Des études de conception
- ✓ Du plan général de coordination sécurité et protection de la santé
- ✓ Du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage

En cas de conflit entre le maître d'œuvre et le coordonnateur, le maître de l'ouvrage doit en être averti.

### XXIII.3 Ordres de services

Le maître de l'ouvrage fait part de ses décisions au maître d'œuvre par le biais des ordres de service.

#### XXIII.3.a Mode de transmission

Les ordres de service sont transmis au maître d'œuvre via l'un des moyens suivants :

- ✓ Par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse indiquée par le maître d'œuvre au sein de l'acte d'engagement
- ✓ en main propre contre récépissé
- ✓ par message électronique avec accusé de réception à l'adresse électronique indiquée par le maître d'œuvre au sein de l'acte d'engagement

#### XXIII.3.b Effets et réserves

Selon article II du présent CCAP

## XXIV. EXECUTION DES PRESTATIONS

### **Arrêt de l'exécution des prestations :**

En complément des dispositions de l'article 25 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'arrêter l'exécution à l'issue de chacune des phases constituant les éléments de la mission du maître d'œuvre.

Cette décision ne donnerait lieu à aucune indemnité

## XXV. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Le présent marché comporte des obligations environnementales régies par les dispositions du CCAG MOE.

### XXV.1 Réduction des prélèvements des ressources

L'exécution du présent marché implique l'extraction des ressources naturelles, renouvelables ou non (eau douce, matières énergétiques, minérales, minerais métalliques ou non, ressources agricoles, forestières ou encore halieutiques).

Compte tenu des enjeux liés à l'épuisement des ressources naturelles et plus globalement aux impacts potentiels de leur exploitation sur l'environnement, le titulaire tend vers une organisation plus économe, permettant un découplage entre la croissance économique et la consommation de matières.

Pour le respect de ces stipulations le titulaire remet à au pouvoir adjudicateur, dans un délai maximum d'un mois à compter de la notification du marché, un engagement de réduction du prélèvement des ressources.

Cet engagement est écrit et comporte notamment les éléments suivants :

- ✓ Le type de ressources naturelles nécessairement prélevées pour l'exécution du présent marché ;
- ✓ Les méthodes envisagées afin de réduire ces prélèvements ;
- ✓ Un engagement sur un taux minimum de réduction de ces prélèvements. Ce taux porte sur la globalité des ressources à prélever, et sur la durée totale du marché.

Au plus tard un mois avant la date d'échéance du marché, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur un compte-rendu de réduction de prélèvement des ressources faisant le bilan des actions réalisées, et du taux de réduction atteint.

Ces éléments sont fondés sur des données objectives, argumentées et le cas échéant chiffrées. Elles sont annexées au compte-rendu remis au pouvoir adjudicateur.

### XXV.2 Composition des produits

Le titulaire s'engage en faveur d'une composition respectueuse de l'environnement des produits utilisés dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Pour le respect de cet engagement, le titulaire tient à la disposition du pouvoir adjudicateur durant toute la durée du marché les éléments attestant de la composition des produits qu'il utilise (fiche technique, tableau de composition ou tout autre élément probant).

En cas d'ajout ou de substitution d'un produit en cours d'exécution, le titulaire est soumis au régime suivant :

- ✓ Changement de composition ayant des effets équivalents sur l'environnement : déclaration préalable au pouvoir adjudicateur
- ✓ Changement de composition ayant des effets différents sur l'environnement : autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Sauf à démontrer une impossibilité manifeste (rupture d'approvisionnement, aléa économique majeur, changement du cadre législatif ou réglementaire notamment), le pouvoir adjudicateur conserve en tout état de cause la prérogative d'imposer au titulaire le maintien de la composition d'un produit.

Si l'exécution des prestations rendent nécessaire l'utilisation de produits polluants et/ou toxiques qui n'étaient pas initialement prévus au contrat, le titulaire en avise sans délai le pouvoir adjudicateur. Lorsqu'une alternative davantage respectueuse de l'environnement existe, le titulaire la présente au pouvoir adjudicateur qui pourra décider d'y recourir, le cas échéant par l'application d'une clause de réexamen.

### XXV.3 Actions en faveur du réemploi, de la réutilisation et du recyclage

Pour l'application du présent article, on entend par :

*Réemploi* : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus.

*Réutilisation* : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau.

*Recyclage* : toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Les opérations de valorisation énergétique des déchets, celles relatives à la conversion des déchets en combustible et les opérations de remblayage ne peuvent pas être qualifiées d'opérations de recyclage.

Afin de limiter le gaspillage et favoriser l'économie circulaire, le titulaire contribue au respect des proportions minimales d'achat de biens issus de l'économie circulaire fixées dans le décret d'application de l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 dite « AGECE ». Cette obligation s'applique aux produits décrits en annexe du décret. Les taux indiqués dans cette annexe constituent des seuils minimums qui peuvent être dépassés.

Un suivi des achats de biens issus de l'économie circulaire est effectué pendant l'année civile par le pouvoir adjudicateur. A ce titre, le titulaire du marché doit transmettre au pouvoir adjudicateur, au plus tard dans le mois suivant la fin de l'année civile, la liste de ses produits concernés par le dispositif du décret précité. Cette liste précise, pour chaque produit, le pourcentage de biens issus du réemploi, de la réutilisation, ou intégrant des matières recyclées, et précise également le pourcentage de biens issus uniquement du réemploi ou de la réutilisation.

Les modalités de suivi et de contrôle de ces dispositions sont les suivantes : le titulaire s'efforce d'employer des matériaux comprenant des matières recyclées.

## **XXV.4 Economie d'énergie et développement des énergies renouvelables**

Pour l'application du présent article, on entend par :

*Économie d'énergie* : la réduction de la quantité d'énergie utilisée.

Cette économie se mesure par comparaison entre l'énergie consommée durant une période de référence, et l'énergie utilisée après mise en place de l'action d'économie d'énergie.

Le pouvoir adjudicateur détermine la période de référence relative à la consommation d'énergie dans le mois qui suit la notification du marché. Sur cette base, le titulaire s'engage à optimiser et réduire sa consommation d'énergie pendant la période de référence, et le cas échéant pour chaque période équivalente suivante.

A l'issue de chaque période, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur un relevé détaillé de sa consommation d'énergie faisant apparaître les gains/pertes au regard de la période de référence.

Les modalités de suivi et de contrôle de cette obligation sont les suivantes : le prestataire s'efforcera d'employer des équipements les moins énergivores possibles

## **XXV.5 Prévention de la production des déchets et valorisation des déchets**

Pour l'application du présent article, on entend par :

*Déchet* : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défait ;

*Producteur de déchets* : toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur initial de déchets) ou toute personne qui effectue des opérations de traitement des déchets conduisant à un changement de la nature ou de la composition de ces déchets (producteur subséquent de déchets) ;

*Valorisation* : toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été utilisés à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage, en concertation avec le pouvoir adjudicateur, à mettre en œuvre des actions de prévention et de valorisation des déchets, notamment à favoriser le recyclage, la réutilisation et le réemploi.

Il est demandé au titulaire d'assurer la reprise et le traitement raisonné des déchets produits lors de l'exécution des prestations de manière à réduire les incidences sur l'environnement.

Un suivi de la production des déchets est effectué pendant la période de référence définie par le pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la notification du marché. A l'issue de la période de référence, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur un rapport contenant des informations ciblées permettant de prendre connaissance des efforts réalisés pour prévenir et diminuer la production des déchets en cours d'exécution des prestations. Ce rapport doit être communiqué au pouvoir adjudicateur au plus tard 15 jours après la fin de la période de référence.



## XXV.6 Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la qualité de l'air

Conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, le pouvoir adjudicateur concourt à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie. La protection de l'atmosphère intègre la prévention de la pollution de l'air et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage en faveur de cette action en limitant ses émissions de gaz à effet de serre.

Pour l'application de ces stipulations, le titulaire établit un rapport afin d'identifier les émissions de gaz à effet de serre induites par l'exécution du marché. Ce rapport fait apparaître les principaux postes émetteurs et leurs proportions respectives.

Un bilan des émissions de gaz à effet de serre est fourni par le titulaire au plus tard à la fin de son premier exercice. Il met en évidence des stratégies de réduction des émissions et il est assorti d'un plan d'actions présenté au pouvoir adjudicateur. Le titulaire met en place un système de collecte des informations nécessaires à la réalisation de ce bilan détaillé.

## XXV.7 Réduction des impacts sur la biodiversité

Pour l'application du présent article, on entend par biodiversité, ou diversité biologique, la variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques, ainsi que les complexes écologiques dont ils font partie. Elle comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces, la diversité des écosystèmes ainsi que les interactions entre les organismes vivants.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à respecter les principes généraux de protection de la biodiversité, tels qu'ils sont énoncés par le code de l'environnement.

Il appartient donc au titulaire de prévenir sans délai le pouvoir adjudicateur de toute action dont il a connaissance et qui est susceptible d'avoir un impact sur la biodiversité.

Les parties conviennent ensuite des mesures permettant d'éviter, réduire ou compenser ces impacts, le cas échéant au moyen d'une modification de contrat (clause de réexamen ou autre modification autorisée).

## XXV.8 Sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales

Le titulaire s'engage à sensibiliser l'ensemble des intervenants concernés aux problématiques environnementales susceptibles d'être rencontrées dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Pour l'application de ces stipulations, le titulaire désigne un interlocuteur qui sera chargé :

- ✓ D'identifier les problématiques environnementales en lien avec l'exécution du marché ;
- ✓ De mettre en place les actions afin de sensibiliser les différents intervenants (réunion d'information, mode opératoire, formation) ;
- ✓ De rendre compte au pouvoir adjudicateur des problématiques identifiées et des actions mises en œuvre pour les résoudre.

Cet interlocuteur est désigné et porté à la connaissance du pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la notification du marché.

## XXV.9 Ecolabel(s)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire devra disposer d'au moins un ecolabel.

Lorsque le titulaire ne dispose pas du label exigé ou d'un label équivalent, le pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve approprié. Il revient alors au titulaire de prouver que les prestations sont conformes au label. Il peut produire à cet effet un tableau comparatif entre la solution proposée et le label, un rapport de test ou encore le dossier technique d'un fabricant. A défaut de production d'un document prouvant l'équivalence, ou si la comparaison n'est pas probante, l'équivalence n'est pas reconnue.



La gestion des déchets générés par l'exécution des prestations est effectuée conformément aux dispositions du CCAG.

## XXV.10 Eléments de traçabilité

Afin que le pouvoir adjudicateur puisse s'assurer de la traçabilité des déchets issus de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de lui fournir les éléments de traçabilité (bordereaux, copie de registre, contrat de collecte, autorisation ...), conformément aux dispositions du CCAG.

## XXVI. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Toute parution d'article à caractère commercial, note de calcul, reproduction de plans établis par le maître d'œuvre pour le projet faisant l'objet du présent contrat devra expressément obtenir l'accord écrit de la maîtrise d'ouvrage.

## XXVII. MODIFICATIONS

Le maître d'œuvre pourra prétendre à une rémunération complémentaire par avenant au présent marché en cas de modification du programme du fait du maître d'ouvrage nécessitant l'exécution de prestations supplémentaires de maîtrise d'œuvre n'entraînant pas forcément d'augmentation du coût des travaux.

La rémunération sera adaptée à partir d'une proposition du maître d'œuvre faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission (cf. décomposition de prix par éléments de mission). Cette proposition sera négociée sur la base :

- ✓ Des critères étendus et de complexité du programme ou de la mission modifiés,
- ✓ Des informations figurant dans la décomposition initiale.

Toutes modifications des stipulations du présent marché feront l'objet d'un avenant, notamment pour les cas suivants :

- ✓ Arrêt du montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre ainsi que du forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-2 et R. 2432-2 à 7 du Code de la Commande Publique
- ✓ Conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, conformément aux dispositions des articles L. 2421-1 à 5 du Code de la Commande Publique
- ✓ Modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage, conformément à l'article L. 2332-2 du Code de la Commande Publique
- ✓ Aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre (notamment ceux issus ou nécessitant des investigations complémentaires) ;
- ✓ Variantes, au stade de la consultation des entreprises, qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études
- ✓ Modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux

## XXVIII. RECEPTION

### **Présence du titulaire :**

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec le maître d'ouvrage pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

### **Rejet :**

Par dérogation à l'article 21.4.2 du CCAG MOE, en cas de rejet des prestations, la décision du représentant du pouvoir adjudicateur précise si le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations rejetées et dans quel délai. A défaut, le marché est résilié pour faute du titulaire.

## XXIX. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 35 du CCAG MOE.

En cas de litige, les coordonnées de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes : TRIBUNAL ADMINISTRATIF POITIERS

Tél. : 05 49 60 79 19

Fax : 05 49 60 68 09

Email : [greffe.ta-poitiers@juradm.fr](mailto:greffe.ta-poitiers@juradm.fr)

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du Tribunal administratif de Poitiers

Tél. : 05.49.60.79.19

Email : [greffe.ta-poitiers@juradm.fr](mailto:greffe.ta-poitiers@juradm.fr)

## XXX. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

A la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## XXXI. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 5%.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

## XXXII. RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas définis à l'article 30.1 du CCAG MOE.

Sauf dans les cas prévus à l'article 30.2 du CCAG MOE, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

## XXXIII. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

### XXXIII.1 Obligations générales

A compter du 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016). Dans ce cadre, le titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable du traitement, s'engage à :

- ✓ Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
- ✓ Collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite du pouvoir adjudicateur
- ✓ Collecter et traiter les données conformément aux instructions données par le pouvoir adjudicateur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données
- ✓ Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du Règlement Général sur la Protection des Données.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

### XXXIII.2 Sous-traitance

Le titulaire peut, avec l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique. Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. L'information transmise au pouvoir adjudicateur indique précisément les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données conformément au présent article.

Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant le pouvoir adjudicateur.

### XXXIII.3 Droit d'information des personnes concernées :

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec le pouvoir adjudicateur.

### XXXIII.4 Exercice des droits des personnes :

Le titulaire s'efforce de fournir, au pouvoir adjudicateur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le Règlement Européen sur la Protection des Données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

### XXXIII.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie, dès qu'il en a connaissance, au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur de notifier si nécessaire cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

### XXXIII.6 Assistance du titulaire dans le cadre du respect par le pouvoir adjudicateur de ses obligations

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers mandaté.

### XXXIII.7 Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### XXXIII.8 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte du pouvoir adjudicateur conformément au Règlement général sur la protection des données.

### XXXIII.9 Sort des données

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par le pouvoir adjudicateur.

## XXXIV. DEROGATIONS AU CCAG MOE

- ✓ Il est dérogé à l'article 3.8.3 du CCAG MOE
- ✓ Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG MOE
- ✓ Il est dérogé à l'article 16.2 du CCAG MOE
- ✓ Il est dérogé à l'article 20.5 du CCAG MOE
- ✓ Il est dérogé aux articles 21.2.1 et 21.4.2 du CCAG MOE